

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELOUL
COMMUNE DE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché N°.....

OBJET :

ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN COMPLEXE SOCIO-EDUCATIF AU QUARTIER
ARGANA AIT MELLOUL
LOT 1 : L'AMENAGEMENT ET L'ENGazonnement D'UN TERRAIN DE SPORT

المبادرة الوطنية للتنمية البشرية
Initiative Nationale pour le Développement Humain

PROJET FINANCE DANS LE CADRE DE L'INDH

CONVENTION DE PARTENARIAT N°85/U/2014

BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES



Etudes Techniques, Conseils et Suivi des Travaux BTP
Imm. Wafali Centre Boulevard Mohamed VI
B.P. 1723 - Aït Melloul 83152
Tél : 05 28 24 88 81 / Fax : 05 28 24 57 58
E.mail : engineers@menara.ma

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELOUL
COMMUNE DE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

Marché N°

OBJET :

**ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN COMPLEXE SOCIO-EDUCATIF AU
QUARTIER ARGANA-A Ait Melloul
LOT 1 :L'AMENAGEMENT ET L'ENGAZONNEMENT D'UN TERRAIN DE SPORT**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et paragraphe-1 de l'article-17 ET de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Monsieur le Président du Conseil de la COMMUNE D'AIT MELLOUL, ordonnateur du budget communal agissant au nom et pour le compte de la Commune d'Ait Melloul.

Désigné ci-après par le terme « maître d'ouvrage » ou « Administration ».

D'une part

ET

Monsieur :

En qualité de :

Agissant au nom et pour le compte de : FJ.....

Faisant élection de domicile à :

.....
Siège Social

.....
N° Téléphone : N°Fax :

Adresse électronique

Au Capital Social :

Affiliée à la CNSS sous n° :

Inscrite au Registre de Commerce à : sous n°

Patente n° :

N° de l'Identification Fiscale :

N° DE ICE.....

Compte Bancaire n° (RIB) 24chiffres:

Ouvert auprès deAU NOM DE

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :D'autre part

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE PASSATION.

Le présent marché a pour objet : **Achèvement Des Travaux D'aménagement D'un Complexe Socio-Educatif Au Quartier Argana Lot 1 :L'aménagement Et L'engazonnement D'un Terrain à Ait Melloul ; préfecture Inezgane Ait Melloul. (projet financé dans le cadre INDH)CONVENTION DE PARTENARIAT N°85/U/2014.**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et paragraphe-1 de l'article-17 ET de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

La réalisation de ces travaux fait appel à l'exécution des ouvrages suivants :

- Terrassement.
- Drainage.
- Couche drainante.
- Complexe du revêtement en gazon synthétique.
- Traçage des aires de jeux.
- Buts, Pares ballons, piquets de corners,
- Réseau d'arrosage.
- Clôture grillagée.

ARTICLE-3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont énumérés ci-dessous:

- 1- L'acte d'engagement;
- 2- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS);
- 3- Les plans d'exécution;
- 4- Le bordereau des prix –détail estimatif;
- 5- Cahier des clauses administratives générales **applicables aux marchés des travaux CCAG-T.**

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE-4: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

L'entrepreneur est soumis aux dispositions des textes suivants:

A- Textes Généraux:

Les obligations de l'Entrepreneur pour l'exécution des Travaux objet du présent Marché résultent de l'ensemble des documents suivants :

- 1) le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation et exécution de la loi organique n°113-14 relative aux communes.
- 2) les textes pris pour application de la loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et leur groupement,
- 3) la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabi II 1436(19 FEVRIER 2015)
- 4) Dahir N°1-56-211 du 8 Joumada I 1376(11/12/1956) relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés
- 5) décret n° 2-09-441 du 17 moharrem 1431(03 janvier 2010) portant règlement de comptabilité publique des collectivités locales et leur groupement
- 6) le décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.
- 7) Décret N° 2-14-394 du 06 chaaban 1437(13 mai 2016) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des travaux (CCAG-T).
- 8) décret n°2-14-272 DU14 REJEB 1435 (14 MAI 2014) relatifs aux avances en matière de marchés publics.

- 9) décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant le délai de paiement et les intérêts moratoires des commandes publiques.
- 10) Le Dahir n° 1.03.194 du 14 rejeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail.
- 11) Le Décret n°2.94.223 du 6 Moharrem 1415 (16/06/1994) relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant,
- 12) Arrêté du ministre l'intérieur n° 3573-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes
- 13) Arrêté du ministre l'intérieur n° 3574-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le Cahier des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
- 14) Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires et celles relatives à la réglementation et la législation du travail au Maroc.
- 15) Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics.
- 16) Arrêté du ministre de l'économie de finances n°1593-15 DU 19 RAJEB1436 (08mai 2015) fixant les modèles de documents pour le nantissement des marchés publics.
- 17) La note circulaire n° 18 DCP du 1/2/82 de Monsieur le trésorier générale relative à l'acquisition des timbres sur les contrats et les marchés publics modifié par le dahir n° 1/77/629 du 09 octobre 1977 et complété par le décret n°2/79/512 du 26 joumada II 1400 (12mai 1980).

L'entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

B- Textes spéciaux:

- Le devis général d'architecture (D.G.A) réglant les conditions d'exécution des bâtiments administratifs rendu applicable par le décret royal n° 406.67 du 9 Rabi II 1387 (17 Juillet 1967).
- Les règlements en vigueur contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (locaux d'habitation).
- Les règlements de police et de voirie en vigueur au moment de l'exécution des travaux.
- Le Dahir n° 1.70.157 du 30.7.70 relatif à la normalisation modifiée par le dahir portant loi n° 1.93.221 rendant applicable l'ensemble des normes marocaines ou à défaut les normes françaises (D.T.U) et les prescriptions techniques provisoires ayant valeur de cahier des charges.
- La note circulaire n° 16 du 1.2.82 relative à la nouvelle procédure d'acquittement des droits de timbres.
- Le devis général d'architecture (édition 1956) du royaume du Maroc approuvé par la décision du ministre de l'habitat et de l'urbanisme du 27 février 1956 et rendu applicable par le décret royal n° 406- 67 du 17 juillet 1967;
- La loi n° 12-90 relative à l'urbanisme ;
- Le décret n° 2.02.177 du 22 février 2002 approuvant le règlement parasismique (RPS 2000) applicable aux bâtiments, fixant les règles parasismique et instituant le comité national de génie parasismique;
- Les règles de calcul de béton armé CCBA 68 et BAEL ;
- les Cahier des prescriptions communes applicables aux types des prestations faisant objet du présent marché.
- Tous les textes réglementaires spéciaux ayant trait à la nature des prestations du présent marché.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.
- Le CPC édité par le Ministère de l'Equipement et des Transports, relatifs aux travaux routiers.
- Le Cahier des Charges Provisoires pour la fourniture des liants en date 16 Mai 1951.
- Les règles d'utilisation des ronds crénelés et lisses en béton (règles 1948 ronds 40/60).
- Le Règlement Parasismique dit RPS 2002.
- Les règles pour le calcul et l'exécution des conditions en béton armé dites règles et B.A.E.L 91 mod 99.

L'entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas au Ministère de l'Equipement et des Transports ou à l'Imprimerie Officielle. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ces documents pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 5- Délai d'exécution-Pénalités

5-1 Délai d'exécution

L'entrepreneur devra exécuter les prestations faisant objet du présent marché dans un délai global contractuel de **(75 soixante quinze jours)** qui court à partir de **la date de commencement fixée dans l'ordre de service** prescrivant le commencement de l'exécution des travaux. cette date ne doit pas être inférieure à 10 dix jours de la date de notification de l'ordre de service. En application des dispositions des **articles 8,11 et 40 du CCAG-T** .Les conditions de prolongation du délai d'exécution sont celles dans les cas prévus par le **CCAG-T**

5-2- Pénalités

En application de l'article 65 du **CCAG-T**, En cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard à l'encontre de l'entrepreneur si le retard affecte le délai global du marché. cette pénalité est fixée à un pour mille (1/1000) du montant initial du marché., éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux

Le plafond des pénalités ne pourra excéder **huit pour cent (8%)** du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par des avenants intervenus, lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice en 'application les clauses prévues par l'article 79 du **CCAG-T**.

Article 6 - PROGRAMME ET CADENCE DES TRAVAUX

En application de l'article 41 du C.C.A.G-T, le titulaire du marché conviendra avec le maître d'ouvrage dans les 15 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, d'un calendrier d'exécution des travaux sur lequel il s'engage à conduire le chantier.

ARTICLE 7 - CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE

7-1- Cautionnements provisoire et définitif

Le cautionnement provisoire est fixé à: (Quatre Vingt Mille Dirhams) 80.000,00 Dhs.

CE cautionnement provisoire sera restitué au titulaire du présent marché après que ce dernier ait constitué le cautionnement définitif dans les délais réglementaires et conditions ci-après au présent article et tout en respectant **l'article 18 du CCAG-T et les législations en vigueur.**

En application des dispositions de **l'article 15 du CCAG-T** Le cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3%) du montant initial du marché.** arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué **au maître d'ouvrage** dans les **vingt (20) jours qui suivent la date de la réception de la notification d'approbation** du présent marché.

Le cautionnement définitif sera restitué au titulaire du présent marché après la réception définitive des prestations et tout en respectant d'autres législations en vigueur.

Le cautionnement définitif peut être remplacé par une caution personnelle et solidaire s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du **CCAG-T**. La restitution sera faite à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage

Les droits du maître d'ouvrage sur les cautionnements au titre du présent marché sont régies par CCAG-T ET en application la législation en vigueur

7-2- Retenue de garantie

En application des dispositions de l'article 16 et 64 du **CCAG-T**, la retenue de garantie est fixée à **1/10 (un dixième) des acomptes**, elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint **7% (sept pour cent) du montant initial** du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du **CCAG-T**.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la date de la réception définitive des travaux.

Article 8 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir satisfait aux prescriptions de l'article N° 20 du **CCAG-T**, en ne faisant pas élection de domicile au Maroc dans l'acte d'engagement, toute notification relative à l'Entreprise lui sera valablement faite à l'adresse du siège social dans le présent cahier prescription spéciales.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

Article 9 - CONTROLE DES TRAVAUX

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des travaux par l'Administration, l'entrepreneur devra laisser libre accès de ses chantiers aux chargés du contrôle des bâtiments administratifs, leur présenter, s'ils le demandent, toutes pièces du marché et leur fournir tous renseignements et explications utiles pour faciliter leur mission.

Article 10 - OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

1. L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître d'Ouvrage.

2. Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix, selon l'article 53 du C.C.A.G.T, figurent les participations aux frais de branchement de chantier au réseau d'eau, d'électricité, etc... et les consommations correspondantes pendant toute la durée du chantier.

3. Le délai, pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur, est fixé à 15 (quinze) jours de calendrier à compter de la date de réception provisoire. En outre, une pénalité spéciale de 100 Dhs (Cent Dirhams) par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration du délai de 15 jours indiqué plus haut. Cette pénalité sera retenue d'office, par le Maître d'Ouvrage, sur les sommes encore dues à l'entrepreneur.

Article 11 - ECHANTILLONNAGE

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fourniture qu'il se propose d'employer. Il ne pourra mettre en oeuvre ces matériaux qu'après acceptation donnée par ordre délivré par le maître d'ouvrage.

Les échantillons seront déposés au bureau de chantier prévu à l'article 201 & 2 du D.G.A. et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

L'entrepreneur devra présenter, à toute réquisition, les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

Article 12 - PROVENANCE DES MATERIAUX

En tous les cas L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions de l'article 42 du **CCAG-T** qui sont strictement applicables au présent marché.

Article 13 -NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabi II 1436(19 FEVRIER 2015) étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Administration en exécution des prescriptions du présent marché sera opérée par les soins de **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) , est **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le **percepteur d'Ait Melloul**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
4. En application de l'article 13 du **CCAG-T** et de l'article 4 de la loi 112-13 , La Commune Ait Melloul délivrera à sans frais l'entrepreneur sur sa demande et contre son récépissé **un exemplaire unique** de son marché.
5. Les droits de timbre de l'exemplaire unique sont à la charge de l'entrepreneur.

Article 14 - RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-T, le maître d'ouvrage, s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité avec l'ensemble des obligations du marché des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art.

A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

Article 15 DELAI DE GARANTIE ET RECEPTION DEFINITIVE

15-1 DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **(12) douze mois** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des défauts, sans pour autant que ces travaux supplémentaires puissent donner lieu à paiement à l'exception de ceux résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

Durant cette période, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de garantie contractuelle dans en application de l'article 75 et 76 du **CCAG-T**

15-2 RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-Travaux et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

Article 16 - REGLEMENT DE POLICE ET DE VOIRIE

L'entrepreneur devra obligatoirement se soumettre à tous les règlements de police et de voirie en vigueur dans les villes concernées. L'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts ou détournements commis par son personnel ou par des tiers sur son chantier ou dans les bâtiments avoisinants mis à sa disposition.

Article 17 - ORDRES DE SERVICE - LETTRES INSTRUCTIONS

L'entrepreneur se conformera strictement aux ordres de service, lettres, instructions qui lui seront adressés par le Maître d'ouvrage.

Article 18 - MODIFICATIONS

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier à tout moment telle ou telle partie de l'ouvrage qu'il jugera nécessaire pour une meilleure réalisation du projet.

ARTICLE 19 – TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Les dispositions des articles 55-57-58 du C.C.A.G.T., sont appliquées sans aucune restriction.

ARTICLE 20 - CHANGEMENT DE LA PROVENANCE DES MATERIAUX ET DANS LES QUANTITES DU DETAIL ESTIMATIF

Les dispositions des articles 56 et 59 du C.C.A.G.T., sont appliquées sans aucune restriction.

Article 21 - MALFACONS

L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions de l'article 45 du **CCAG-T** sont applicables au présent marché.

Article 22 - PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR DIRECTION - ENCADREMENT DU CHANTIER

L'entrepreneur sera tenu d'assister personnellement ou par son représentant aux rendez-vous de chantiers qui seront fixés dès la première réunion. Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur sera représenté en permanence sur le chantier, par un responsable qualifié. La direction de ce chantier devra être effectivement assurée sans interruption.

Si la qualification du responsable n'apparaît pas suffisante, le Maître d'Ouvrage pourra en demander le remplacement ou l'assistance jugée nécessaire de l'entrepreneur. L'Entrepreneur doit se conformer aux dispositions de l'article 45 du **CCAG-T** sont applicables au présent marché.

Article 23 - ASSURANCE

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser à la commune d'Ait Melloul une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet, justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché pendant la durée des travaux et précisant leurs dates de validité, à savoir ceux rapportant aux **accidents de travail, aux véhicules automobiles et engins, la responsabilité civile incombant à l'entrepreneur et aux maître d'ouvrage et aux dommages à l'ouvrage** Conformément à l'article 25 du **CCAG-T**.

En cas de non respect de dispositions du présent article, les clauses des CCAG-T seront applicables.

Article 24 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur, de par sa signature, reconnaît qu'il est seul responsable de tous accidents ou dommages de matériels ou corporels, du fait direct ou indirect des travaux ou fournitures objet du marché ou causés par son personnel ou son matériel.

Cette responsabilité s'entend aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'après leur achèvement, pendant la période de responsabilité légale et à la complète décharge du maître d'ouvrage.

Il devra soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage le programme d'exécution assorti des plans de sécurité et d'hygiène. Ces plans seront tenus à jour par le titulaire qui en signalera les modifications au maître d'ouvrage.

Article 25 - MODE DE REGLEMENT DES TRAVAUX

Les règlements seront faits au mètre par application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées et régulièrement constatées dans les décomptes provisoires et le décompte définitif. Les décomptes sont vérifiés et approuvés par le Maître d'Ouvrage.

BASE DE REGLEMENT DES COMPTES :

Il sera fait application de l'article 60 du CCAGT.

ATTACHEMENTS – SITUATIONS - METRES - DECOMPTES :

Il sera fait application des dispositions des articles -61-62-63-64-68 du CCAGT.

Article 26 - NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement les locaux où il travaille, des gravats et débris divers qui sont le fait de ses activités.

Aucune personne ne doit habiter les bâtiments objet des travaux. L'entrepreneur devra louer des locaux en nombre suffisant afin de loger son personnel.

Les gravats et débris seront déposés au voisinage du chantier en un ou plusieurs endroits désignés par l'Administration et seront évacués aux décharges publiques aux frais de l'entreprise.

Article 27 - FRAIS DE TIMBRES

En application de l'article 7 du CCAG-T, l'entrepreneur acquitte les droits de timbre dus au titre du présent marché conformément à la législation en vigueur.

Article 28 - LITIGES et CONTESTATIONS

Tous litiges ou contestations pouvant survenir au présent marché entre l'entrepreneur et le maître d'ouvrage respectivement en application des dispositions des articles-81-82 83 et 84 du **CCAG-T**

Article 29 - ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIELS

Conformément aux stipulations de l'article 4, paragraphe 3 du devis général d'Architecture, les frais d'essais des matériaux seront à la charge de l'entrepreneur pour tous les travaux ou fournitures qui n'auront pas satisfait aux conditions imposées par le D.G.A.

Ces essais seront effectués conformément aux normes marocaines en vigueur et ils seront faits obligatoirement par un laboratoire agréé.

L'entrepreneur devra tenir en permanence sur le chantier, des récipients ou éléments de matériaux disponibles à des prises de prélèvements pour études, essais ou analyses.

Les essais de matériel installé par l'entrepreneur sont à sa charge, ainsi que tous les ingrédients ou fluides nécessaires à ces essais. Sont aussi à sa charge toute main-d'œuvre nécessaire à ces essais, échafaudage, branchement et toutes sujétions, à la demande du Maître d'ouvrage.

Article 30 - SOUS-TRAITANCE

Se conformer à l'article-158 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

Article 31 - REVISION DES PRIX

les prix faisant objet du présent marché seront révisables dans les conditions précisées dans l'article 54 CCAG-T et les dispositions de l'Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics

En application de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché seront révisables selon la formule suivante ; à savoir

- $P = P_o [0,15 + 0,85 \text{ BAT6/BAT6o}]$

Po : étant le montant initial hors taxes de la prestation considérée du mois de la date de la remise des offres;

P : étant le montant hors taxes révisé de la prestation considérée ;

BAT6o : étant la valeur de l'index global relatif aux travaux de tout corps d'état de bâtiment au mois de la date limite de remise des offres;

BAT6 : étant la valeur du même index à la date d'exigibilité de la révision.

Article 32 - PRESCRIPTIONS DANS L'EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE

Se référer à C.C.A.G.T.

Article 34 - ORGANISATION ET INSTALLATION DU CHANTIER

Dans un délai de 8 (huit) jours à dater du jour de la notification de l'ordre de service lui prescrivant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra faire accepter par le Maître d'ouvrage, les dispositions détaillées qu'il compte adopter et le matériel qu'il compte utiliser, le Maître d'ouvrage pourra exiger qu'elles soient modifiées ou complétées, si elles ne donnent pas satisfaction.

Après approbation des dispositions définitives et après le choix définitif du matériel proposé, l'entrepreneur aura à passer commande ferme de tout matériel qu'elle qu'en soit son origine, le matériel reçu sera livré sur le chantier.

Article 35 - RESILIATION

Les conditions de résiliation qui seront appliquées au présent marché seront celles prévues dans le CCAG-T et les dispositions du décret N° 02-12-349 du 20/03/2013.

Article 36 - PLANS DE RECOLLEMENT

A la fin des travaux, l'entrepreneur remettra à l'Administration un calque, un support informatique et trois tirages des plans des ouvrages tels qu'ils ont été réellement exécutés.

Faute par l'entrepreneur d'avoir fourni les plans de recollement trente (30) jours après réception provisoire, il lui sera appliqué une retenue de un pour cent (1%) du montant du marché, arrondi à la dizaine de dirhams supérieure.

ARTICLE 37: CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur, suivant sa déclaration produite avec son acte d'engagement, atteste qu'il a reconnu personnellement ou a fait reconnaître par un représentant qualifié l'emplacement des ouvrages à réaliser et des carrières ou autres lieux d'extraction. Il est sensé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions d'exécution résultant des conditions du site du chantier.

L'Entrepreneur ne peut, en aucun cas, formuler des réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions d'exécution des travaux.

Article 38 : PRIX

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature et des conditions et difficultés d'exécution des travaux, avoir visité l'emplacement de l'ouvrage, s'être rendu sur place et s'être entouré de

tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Le prix établi par l'entrepreneur correspond à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement, il comprend également tous percements, saignées, rebouchages, raccords et en général toutes sujétions.

Le prix tient compte également de toutes les charges et sujétions résultant de l'exécution du marché, notamment le gardiennage du chantier, impôts taxes et frais de douanes, droits, régies assurance, frais de métrés et d'études, en général toutes charges imposées par les règlements de l'Etat à la date de la remise de l'offre. Les prix du présent marché sont établis T.T.C.

ARTICLE 39 : GARANTIE DU GAZON SYNTHETIQUE

La garantie relative au gazon synthétique fourni par l'entrepreneur est celle fixée par les normes en vigueur. A l'appui de son offre, l'entrepreneur doit fournir parmi les pièces du dossier additif **une attestation ou engagement ou tout document aboutis de garantie commerciale du revêtement synthétique qui doit impérativement mentionner la durée de garantie d'au moins CINQ 5 ans de performances sportives.**

ARTICLE 40 : ENTRETIEN DU GAZON PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE

Pendant la durée de **douze mois (12) mois** dans le cadre de la garantie du produit, l'entreprise devra assurer l'entretien du gazon. Cet entretien sera fait par une équipe d'ouvriers spécialisés équipés de tout le matériel nécessaire.

ARTICLE 41 AVANCE

En application de l'article 63 du CCAG-T et le décret n°2-14-272 DU 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics l'entreprise n'a aucun droit à une avance au titre d présent marché vu le délai d'exécution des prestations.

ARTICLE 42 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DU MARCHE

Validité du marché

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente, conformément à l'article 99 de la loi organique n°113-14 relative aux communes promulguée le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015).et de l'article 152 du décret 2-12-349 (20/03/2013) relatifs aux marchés publics

DELAÏ DE NOTIFICATION

La notification du marché par le Maître d'ouvrage sera faite à l'entreprise dans un délai maximum de **soixante quinze jours (75 jours)** à partir de la date de l'ouverture des plis .Les conditions de prorogation sont régies par le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment ses articles 33 et 153 .

ARTICLE 43 RETARD DE PAIEMENT

en cas de retard de paiement des sommes dues à l'entrepreneur et qui incombe à l'administration les dispositions du Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet **2016**) fixant les délais de paiement et les **intérêts moratoires** relatifs aux commandes publiques seront applicables

ARTICLE 44 LES MESURES COERCITIVES

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas à ses obligations contractuelles au titre du présent marché des mesures correctives seront prises à son égard En application de l'article 79 du CCAG-T et en cas de groupement les dispositions de l'article 80 du CCAG-T

ARTICLE 45 : APPLICATION DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION SOCIALE ET DU TRAVAIL AU PERSONNEL DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur demeure responsable du respect des obligations et les lois du travail en vigueur

ARTICLE 46: CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure telle que définie par la loi en vigueur. Il sera fait application des dispositions de l'article 47 du **CCAG-T**

ARTICLE 47 - INSTRUCTION RELATIF A L'INDH

L'entrepreneur aura à sa charge un panneau de définition du chantier (Suite aux instructions du maitre d'ouvrage) , ce panneau ainsi et les équipements et l'enceinte du projet doivent porter de façon apparente la mention suivante et avec couleur ci-après :



NOM complet DE PROJET

ARTICLE 48 INTERET MORAOIRES

en cas de retard dans le règlement des sommes dues à l'entrepreneur, des intérêts moratoires lui sont payés conformément à l'article 67 décret 2-16-344 fixant les délai de paiement intérêts moratoires). lorsque les retards incombent à l'administration

DESCRIPTION G

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques (C. P .T) définit les compléments et dérogations à apporter aux normes marocaines en vigueur.

Contraintes et servitudes :

- Protection des ouvrages non concernés par les présents travaux ;
- Protection des canalisations et réseaux divers existants sur le site ;
- Sujétions de travail d'engins sur terrain naturel à faible portance.

Si des produits polluants ou dangereux étaient découverts, le Maître d'ouvrage devra en être immédiatement averti par l'Entrepreneur. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'interrompre les travaux le temps nécessaire à la consultation des services compétents pour la résolution de ce problème.

L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas arguer que des erreurs ou omissions dans le présent C.P.T le dispense d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux qui seront réglés au mètre conformément au CCACT.

CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront conformes aux documents techniques en vigueur au Royaume du Maroc et notamment :

- Le devis général pour les travaux d'assainissement (édition 1961),
 - La circulaire n° 1-61-SGG du 30/01/1961 relative à l'utilisation des produits d'origine marocaine,
 - Les normes marocaines concernant tous les corps d'état ;
 - La circulaire n° 1-61-SGG du 30/01/1961 relative à l'utilisation des produits d'origine marocaine,
- Pour les prestations non couvertes par les normes marocaines, les DTU et les normes françaises et européennes et les prescriptions du C.C.T.G français (Composition en vigueur lors de la remise des offres) et notamment :
- Fascicule 35: Aménagements paysagers - Aires de sports et de loisirs de plein air - Avril 1999
 - Fascicule 81-13 bis : travaux de V.R.D.
 - Fascicule 2: terrassements généraux
 - Fascicule 70 : canalisations d'assainissement et ouvrages annexes
 - Fascicule 23 : granulats routiers
 - Fascicule 31 : bordures et caniveaux en pierre ou béton.
 - Fascicule 65 B : exécution des ouvrages en béton de faible importance.
 - Règlement des terrains et installations sportives – Fédération Française de Football (dernière édition en vigueur),
 - Nouveau guide du gazon artificiel – FIFA QUALITY CONCEPT (janvier 2012),
 - Gazon synthétique – Critères de Tests – FIFA QUALITY CONCEPT (version Janvier 2012),
 - **Normes AFNOR**
 - norme AFNOR NFP 11-300, relative à l'exécution des terrassements (septembre 1992)
 - norme AFNOR NF P90-112 "Terrains de grands jeux en gazon synthétique" (Février 2008)
 - norme AFNOR NF EN 15330-1 relative à « Surface en gazon synthétique et surface en textile aiguilleté principalement destiné à l'usage extérieur ».
 - **Autres documents**

Les documents suivant sont également considérés comme documents généraux applicables à ce projet :

- Recommandations du SETRA pour l'exécution des diverses couches de structure,
- Recommandations du SETRA/LCPC pour les terrassements routiers,
- Circulaire INT 77-284 "Instruction technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations",
- Normes XP-P90-111(Septembre 1998),NF EN 15330-1(Mai 2007) et NF P 90-112 (Février 2008).

Etendue des ouvrages

Tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages commandés doivent être prévus par l'Entrepreneur et exécutés conformément aux règles de l'art.

L'Entrepreneur suppléera, par ses connaissances professionnelles, aux détails qui pourraient être omis.

Implantation générale des ouvrages

L'implantation des ouvrages se fera en planimétrie et altimétrie.

Le géomètre de l'entreprise titulaire vérifiera avec précision :

- Les grands axes et les petits axes des terrains de football,
- Plusieurs points de niveau de référence aux endroits bien choisis pour assurer leur préservation.
- Les alignements intermédiaires des angles et droites des ouvrages à partir du bornage donné par le Maître d'ouvrage.

Vérification des documents

Avant toute exécution, l'Entrepreneur devra vérifier toutes les côtes des ouvrages qu'il a à exécuter. Il signalera au Maître d'ouvrage, avant exécution, les erreurs ou omissions qu'il aurait relevées ainsi que les changements qu'il jugerait utiles d'apporter.

A défaut de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution et des conséquences qui en découleraient. Ainsi, aucun travail supplémentaire, ni aucune modification dans le travail effectué, provenant de ces erreurs ou omissions ne fera l'objet d'une rémunération supplémentaire.

Matériaux agréés ou répertoriés

Les matériaux agréés ou répertoriés et testés par un laboratoire spécialisé et agréé sol sportif pour les constituants du sol sportif seront présentés sur le chantier avec leur P.V d'essais de caractérisation.

Aucun matériau ou produit ne sera mis en œuvre s'il n'a pas été accepté suite aux contrôles effectués à la charge de l'entreprise par un laboratoire accepté par le maître d'ouvrage.

Matériaux – Garanties

Tous les matériaux approvisionnés seront identifiés et testés auprès d'un laboratoire agréé et spécialisé, déterminé d'un commun accord entre le Maître d'ouvrage et l'Entreprise.

Les frais d'identification et de test seront à la charge de l'Entreprise.

Critères de réception des plateformes et revêtements :

En cours de travaux et avant réception, l'entreprise devra faire réaliser les différents essais et

Contrôles tels que :

- **Le contrôle quantitatif et qualitatif des matériaux**
- **La qualité de la mise en œuvre**
- **Les essais de compactage de fond de forme**
- **L'épaisseur des différentes couches**
- **Les essais de perméabilité des couches drainantes et filtrantes**
- **Le nivellement**
- **La planimétrie des revêtements et couches de structure**

Les essais seront réalisés à la charge de l'entreprise par un laboratoire agréé par le Maître d'ouvrage.

L'implantation des essais sera déterminée en commun accord entre l'entreprise et le maître d'ouvrage. La planimétrie sera contrôlée par un laboratoire indépendants ou mis à l'agrément du maître d'ouvrage.

Essais de contrôle

Les essais de contrôle de réception des matériaux et de réception des travaux ainsi que leurs fréquences, sont définis par le Maître d'Ouvrage.

Si les résultats d'essai obtenus sont conformes aux prescriptions, les travaux seront poursuivis et achevés.

Si les résultats d'essai ne donnent pas de valeurs conformes aux prescriptions, la mise en œuvre des ouvrages sera reprise de manière à obtenir les performances prescrites.

Les frais de tous les essais seront à la charge de l'Entreprise.

NORMES

Normes

Les provenances, les qualités les caractéristiques, les types, dimensions et poids, les procédés de fabrication, les modalités d'essais, de marquage, de contrôle et de réception des matériaux et produits fabriqués doivent être conformes aux normes marocaines en vigueur.

Si des matériaux ne sont pas couverts par ces normes marocaines, les normes françaises homologuées par l'Association Française de Normalisation (AFNOR) réglementairement en vigueur au moment de la signature de ce marché, dans les limites de leurs conditions de normes expérimentales ou de leurs éventuelles révisions en cours s'appliquent et notamment:

- *Sols sportifs - Terrains de grands jeux en gazon synthétique. Conditions de réalisation.*
- *Règlement FIFA : FIFA QUALITY CONCEPT (Edition janvier 2012)*

L'entrepreneur est réputé connaître ces normes. En cas d'absence de normes ou d'annulation de celles-ci ou de dérogations justifiées notamment par des progrès techniques, les propositions de l'entrepreneur seront soumises à l'agrément du Maître d'ouvrage.

Origine

Les marques et références des produits du revêtement synthétique sont celles données par le titulaire dans le cadre de la phase « analyse des échantillons ».

En cas d'impossibilité de fournir le produit proposé dans la «phase analyse des échantillons» l'Entrepreneur doit justifier l'équivalence du produit de remplacement avec le produit de référence et recueillir l'accord écrit du Maître d'ouvrage avant commande et mise en œuvre. Cet accord se fera après examen du PV de conformité établi par un laboratoire accepté par le Maître d'ouvrage et à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur sera tenu de justifier de la provenance des matériaux au moyen de bons de livraison délivrés par le responsable de l'usine ou, à défaut, par un certificat d'origine et autres pièces authentiques.

Les matériaux devront provenir des carrières ou usines agréées par le Maître d'ouvrage et garantissant une production conforme aux normes et spécifications applicables à ces fournitures permettant d'obtenir les exigences reprises au présent C.P.T.

STOCKAGE DES FOURNITURES ET MATERIAUX

Les fournitures et matériaux seront stockés aux emplacements proposés par l'Entrepreneur et acceptés par le Maître d'Ouvrage.

Les matériaux qui auraient été refusés devront être transportés hors du chantier par l'Entrepreneur dans un délai fixé par le Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur assurera la protection de ses fournitures et de ses ouvrages en place, jusqu'à la réception des ouvrages par le Maître d'Ouvrage.

SPECIFICATIONS DES BORDURES

Les bordures préfabriqués seront des éléments conformes aux normes marocaines. A défaut, ces éléments seront des éléments normalisés en béton et seront revêtus de la marque de conformité à la norme française NF P 98.302.

Elles devront avoir les qualités physiques et mécaniques correspondant à la classe 100 définies dans le fascicule 32 du Cahier des Prescriptions Communes des Ponts et Chaussées.

Gratte-pieds

Un gratte-pieds composé d'une platine métallique en acier galvanisé profilée en plan incliné sur laquelle sont fixées quatre balais brosses retournées avec fils nylon. Le système permettra le remplacement aisé des balais brosses (par visserie inoxydable).

Le système complet sera fixé sur un solin béton apparent, finition brossé, avec fixations par chevilles chimiques. Les grattes pieds seront fixées à proximité des portillons joueurs.

CLOTURES PARE BALLONS

Ouvrages

Les charges prises en compte seront celles données par le poids de tous les éléments tel qu'il en résulte des quantités et des densités, ainsi que les surcharges réglementaires.

Les ouvrages seront calculés selon la règle définissant les effets neige et vent sur les constructions. Les plans d'exécution des ouvrages doivent être approuvés par un organisme de contrôle agréé à la charge de l'entreprise.

Protection des aciers

Les éléments d'ossature et de fixation seront protégés selon les présentes indications après dégraissage et préparation des pièces. Les traitements seront obligatoirement exécutés en usine par applicateur agréé (nettoyage, dégraissage, grattage, brossage, dépoussiérage, galvanisation et plastification).

Tous les aciers utilisés recevront une galvanisation à chaud ou trempé après fabrication une charge de zinc d'au moins 70 microns. Toutes les pièces non traitées comme ci-dessus seront en acier inoxydable.

Les poteaux recevront une plastification haute adhérence aux couleurs selon le choix du maître d'ouvrage.

Poteaux

Ils seront en acier soudé galvanisé à chaud ou trempé après façonnage ou en alliage d'aluminium de limite élastique équivalente à l'acier, de section ou diamètre compatibles avec la hauteur demandée (poutres virandelles si nécessaire). Ils comporteront les jambes de force et entretoises nécessaires définies par les calculs de stabilité.

Le sommet des poteaux sera obturé par un capuchon plastique inaltérable.

L'entrepreneur pourra proposer des profils aluminium à la validation du Maître d'Ouvrage. Leurs performances mécaniques devront être précisées.

Le profil et la nature des poteaux devront permettre la pose du grillage prévu en partie basse et de la plaque béton pour le linéaire indiqué au marché.

Les poteaux ronds ou carrés des pare ballon disposeront d'œilletons soudés pour passage des câbles de tension du filet et de ferronnerie pour intégration des panneaux treillis soudés dans l'axe du poteau en partie basse.

L'espacement sera de 5 m maxi pour les poteaux de pare ballon (dans le même alignement de la clôture dans le cas de la « clôture pare ballons »).

✓ Clôtures panneaux serrurerie :

Les poteaux seront profilés et dimensionnés pour recevoir les panneaux de clôtures et leurs fixations dans le profilé.

La fixation de chaque panneau sur les poteaux sera assurée par une visserie inox inviolable, le blocage du panneau dans le poteau sera renforcé par la mise en œuvre d'une cale de caoutchouc. Le panneau sera aligné dans l'axe du poteau et non en « façade » de celui-ci

Filet et grillage

Filet :

Il sera en polyéthylène vert foncé traité anti U.V. de maille carrée de 145 x 145.

La hauteur du filet sera de 3 m sur le mur de clôture existant et 6m dans l'autre coté.

Il sera fixé sur les poteaux par l'intermédiaire de cinq cours de câbles acier galvanisé gainé diamètre 6mm et accessoires en acier inoxydable (tendeurs M10 et serre câble diamètre 5mm).

Le plus bas sera rendu solidaire de la clôture prévue en partie basse et masquera sa partie haute sur au moins 0,10 m.

Le taux de travail du sol doit être égal à 2,5 bars pour les massifs en béton.

Grillage simple torsion fils 3.9/4.4 :

La clôture sera assurée par un grillage simple torsion mailles losange 50 mm, fils 3,90 / 4,40 avec une hauteur de 2.00 m.

Le fil sera en galvanisation riche, revêtement en Zinc.

Les bordures de nappe seront de type « bouclé ».

La fixation du grillage sur les poteaux de clôture sera assurée par des câbles gainés de PVC épaisseur minimale de 0.50 mm.

Le type de grillage et son mode de fixation seront soumis à l'agrément du Maître d'Ouvrage pour répondre aux exigences d'une fixation solide, inoxydable et inviolable.

Les agrafes inox seront de dimensions compatibles avec le grillage (ligatures refusées).

Panneaux grillagés :

Toutes les clôtures décrites au projet seront constituées de panneaux de treillis soudé double fil horizontal, fils 6 et 8 mm de mailles de 200 x 50 mm.

La fixation de chaque panneau sur les poteaux sera assurée par une boulonnerie M8 inox inviolable, le blocage du panneau dans le poteau sera renforcé par la mise en œuvre d'une bague caoutchouc.

Le panneau sera aligné dans l'axe du poteau et non en « façade ».

L'ensemble des panneaux et accessoires de fixation seront galvanisés classe C. Le grillage sera plastifié poudre polyester haute adhérence polymérisée au four à 220°, coloris au choix du Maître d'ouvrage.

Les picots des panneaux devront pouvoir être disposés, au choix du Maître d'ouvrage, vers le bas ou vers le haut.

Portail et portillon

L'ossature des portillons et portails sera un cadre en profils acier soudés, les poteaux de support seront de même nature que la clôture.

La hauteur sera de 2,50 m minimum h.sol et la largeur de passage définie au descriptif

Ils comporteront une serrure de sûreté zinguée avec un type de barillet indiqué par le maître d'Ouvrage.

L'entreprise fournira un jeu de clés par cadenas et une gâche réversible. Les canons seront fournis et les pivots de réglage seront zingués.

Le remplissage du cadre sera en barreaudage proposée par l'entreprise et soumis au Maître d'Ouvrage pour validation.

Le remplissage devra permettre la fixation d'un panneau de signalétique conforme au présent CCTP.

FONDS DE FORME

La forme des différentes aires sera soigneusement dressée suivant les profils du projet.

Le Maître d'Ouvrage indiquera au fur et à mesure de l'avancement des travaux les zones à reprendre.

Les essais sur les différentes phases de terrassements seront conformes aux normes :

- NM 13.1.007-1998 Essais d'identification – Détermination des limites d'Atterberg – Limite de plasticité au rouleau – Limite de liquidité à la coupelle.
- NM 13.1.023-1999 Essai Proctor.

Portance de la forme

Le compactage des fonds de forme sera tel qu'il assure au moins une portance satisfaisante à l'un des essais suivants :

- Module dynamique ≥ 30 .Mpa (essai à la plaque ou à la dynaplaque) pour les terrains et surfaces en gazon synthétique
- Traficabilité : L'état de surface du sol doit être tel que les roues jumelées d'un essieu chargé à 13 tonnes ne créent pas de trace dont la profondeur soit supérieure à 0.02m.
- La réalisation d'un essai Proctor normal de 95% minimum

Purges du fond de forme

Dans le cas où la qualité du sol ou sa portance serait insuffisante, des purges en déblai seront exécutées. Les zones et épaisseurs seront déterminées en accord avec le Maître d'Ouvrage. Le remblai sera exécuté avec des graves 0/60 non gélives et compactées (pour les surfaces synthétiques).

Conditions de réception des formes

D'une façon générale la circulation des engins devra pouvoir s'y faire sans laisser de traces significatives.

CARACTERISTIQUES SPECIFIQUES AU RESEAU DE DRAINAGE

Les tranchées seront exécutées à la draineuse ou à la pelle mécanique, conformément au plan, les déblais seront évacués ou répartis en ados entre les lignes de drain.

La pente minimale sera de 0,5 %, les fonds de tranchée seront réguliers et réglés manuellement avec précision et vérification à la nivelette.

Les tranchées des drains comme des collecteurs seront remplies intégralement de gravillons d/D jusqu'au niveau du fond de forme.

La tranchée aura une profondeur minimale supérieure de 0,15 m et une largeur supérieure de 0,05 m au diamètre du drain.

Les branchements des drains sur le drain collecteur se feront par tés de raccordement en matériau PVC, sans que d'aucune façon le drain ne pénètre dans le collecteur.

Des drains périphériques sont prévus autour des terrains, en pied de buttes et talus et en fond de noues drainantes.

Tous ces drains serviront de captage des eaux de résurgence, de ruissellement et d'amenées périphériques.

Le projet prévoit également le raccordement de tous les drainages existants.

ÉCOULEMENTS ET ÉPUISEMENTS DES EAUX

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions et d'exécuter tous les travaux nécessaires destinés à assurer en permanence les écoulements et l'évacuation des eaux de toutes natures et toutes provenances, quelques soient leur importance pendant toute la durée des travaux. Ces opérations seront aux frais de l'entrepreneur.

L'utilisation des pompes et toutes installations d'épuisements et rabattements de nappe recevront l'accord du Maître d'Ouvrage. Les fouilles devront être asséchées lors de l'exécution des travaux de pose de canalisations et de confection d'ouvrages. Toutes ces opérations sont aux frais de l'entrepreneur.

MORTIERS ET BETONS

Mortiers

Les mortiers auront la composition suivante:

| | Dosage kg par m3 |
|--|-------------------------|
| Mortier A ordinaire pour pose de bordures maçonneries de briques. | 400 |
| Mortier A pour travaux d'assainissement. | 400 |
| Mortier B riche pour scellements et enduits | 600 |

Bétons

L'entrepreneur soumettra à l'agrément, dans un délai de 15 jours un calendaires à compter de la date de notification du marché, le mémoire précisant:

- la provenance des agrégats et leur granulométrie,
- l'origine de la composition chimique de l'eau,
- les formules des différents bétons,
- le matériel de malaxage, de manutention, de mise en œuvre du béton et de ses éléments constitutifs,
- le projet des installations de bétonnage,
- le programme de vibration et la justification des moyens nécessaires pour assurer la continuité de la vibration des bétons (matériel et pièces de rechange notamment),
- la liste des adjuvants qui seront susceptibles d'être employés
- lorsque la température mesurée sur le chantier à 7 heures du matin sera inférieure à moins cinq degrés (-5°C), tout travail de bétonnage sera interdit. L'incorporation au béton d'adjuvant ne sera éventuellement autorisée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage.

La cure éventuelle des bétons pourra être assurée par humidification ou enduit temporairement imperméable suivant sujétions de l'entrepreneur soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage.

Les parements nus resteront bruts de décoffrage et ne devront comporter aucune irrégularité, aucune reprise de coulage ne devra être apparente dans le cas où il n'a pas été prévu d'enduit.

Les remblaiements seront régalez par couches de 20 cm d'épaisseur. Elle sera arrosée autant que de besoin et compactée au cylindre vibrant de dimension appropriée ou tout autre engin donnant les résultants équivalents.

En cas de contestation, le Maître d'Ouvrage pourra exiger une compacité au moins égale à 95% de l'optimum PROCTOR Normal, l'entrepreneur étant, bien entendu responsable des tassements qui pourraient se produire par la suite. Il sera tenu, durant la période de garantie, de remettre en état les tranchées par apports de matériaux.

Des remblais en scories sont prévus pour les collecteurs et les parties des branchements sous voirie.

Mise en œuvre des bétons

Programme de bétonnage

Les programmes de bétonnage définissent :

- les phases de bétonnage,
- la position du béton mis en place (date de coulage, quantité et formule),
- les conditions de recouvrement des couches successives,
- la nature des coffrages d'arrêt,
- le matériel nécessaire pour la mise en œuvre,
- les moyens utilisés pour assurer le serrage du béton,
- les moyens d'approvisionnement, y compris les moyens mis en réserve,
- l'effectif en personnel en précisant sa qualification professionnelle,
- les secours électriques éventuels,
- les dispositions prévues en cas d'arrêt d'approvisionnement du béton.

Reprises de bétonnage

Au moment de la prise, la surface du béton est complètement purgée de la laitance à l'aide d'un jet d'air et d'eau sous pression de façon à aviver cette surface et à la débarrasser de toutes les parties friables ou grasses tout en veillant à ne pas déchausser les granulats. Dans le cas où le résultat n'est pas atteint, l'Entrepreneur procède avant tout bétonnage à un avivage de la surface, soit à l'aide d'un jet d'eau à haute pression (supérieure à 100 bars), soit par un léger repiquage suivi à nouveau d'un nettoyage et d'un lavage.

L'Entrepreneur aménage dans ses coffrages des orifices et un réseau d'évacuation permettant de recueillir l'eau et les matériaux issus du nettoyage, sans souiller les bétons situés à proximité.

A chaque reprise sur béton durci, la surface à bétonner est parfaitement nettoyée, puis humidifiée jusqu'à saturation du béton. Avant bétonnage, l'eau en excès est éliminée à l'air comprimé, exempt d'huile.

POSE DE BORDURES P1

On procédera à un calage efficace par ados extérieurs et intérieurs en béton maigre.

Les bordures seront posées, conformément aux indications du Maître d'ouvrage, sur une semelle en béton de 0,12 m ; le béton d'épaulement des bordures sera coffré sur toute sa hauteur.

Les joints seront de (1) centimètre d'épaisseur maximum et seront bourrés de mortier à la fiche ou à la truelle et tirés au fer. Il sera prévu un joint de dilatation de un (1) à deux (2) centimètres tous les vingt (20) mètres environ, par interposition d'un matériau compressible et imputrescible. Les bordures seront posées avec le plus grand soin, de telle façon que leur aspect soit bien régulier pour les usagers, sans coude ni saillie.

La position en plan devra être telle que la règle de 3 m ne fasse pas apparaître d'irrégularités supérieures à 5 mm. D'aucune façon la mise en place de bordurage ne gênera l'écoulement de l'eau de ruissellement.

Lors de la manipulation et du transport de ces éléments, il sera évité tout choc de nature à les briser ou à les épaufrer

CARACTERISTIQUES DE LA COUCHE DE SOUPLESSE

Une couche de souplesse sera mise en place avant la pose du gazon synthétique.

Elle aura les caractéristiques techniques suivantes : Constitué de mousse de faible densité en polyuréthane + SBR. Epaisseur minimum 20 mm coulée obligatoirement in-situ afin d'éviter le problème de la couture et avoir une meilleure régularité.

Le test normalisé, pris en considération, sera celui de la méthode agréée FIFA.

CARACTERISTIQUES DE LA MOQUETTE SYNTHETIQUE

GAZON SYNTHETIQUE MONO FILAMENT HAUTEUR DES FIBRES MIN 40 MM

Elle constitue l'ossature du gazon synthétique. C'est un système constitué d'une couche de souplesse, d'un gazon synthétique mono filament (hauteur des fibres min 40 mm) et d'une charge de remplissage (sable + E.P.D.M, E.P.M, écofil, pure fille ou SBR cryogénique).

Tous les composants du revêtement devront être conformes aux spécifications FIFA Recommended 2 Star.

En cas de revêtement à charge élastomère, les bandes de traçage seront de constitution identique à la moquette présentée pour le revêtement. Leur couleur sera blanche et leur largeur sera de 10 cm.

Les granulats proposés seront résistants à la chaleur et au gel, traités ou résistants à la dégradation aux Ultra Violets.

Les granulats sont une formulation E.P.D.M, E.P.M, écofil, pure fille ou SBR cryogénique à préciser notamment les taux de charge minérale, de plastifiant et d'E.P.D.M, E.P.M, écofil, pure fille ou SBR cryogénique.

L'analyse en thermogravimétrie de l'échantillon de base permettra de connaître le pourcentage des familles chimiques de base et des charges incorporées.

Les prélèvements sur chantier devront respecter ces pourcentages à $\pm 10\%$ à l'essai en thermogravimétrie (ATG).

L'entrepreneur précisera avec son offre :

- Leur nature,
- La forme des grains.
- Le fuseau granulométrique,
- Les masses volumique, apparente et réelle,
- L'origine (producteur et usine)

La charge élastomère doit satisfaire au minimum les exigences environnementales ci-dessous (conformément à la norme P 90-112) :

Pour Pb, Cd, Cr, CrVI, Hg, Sn, Zn (1)

- Lixiviation de 100 grammes de granulats avec de l'eau déminéralisée (un litre) et un barbotage au CO₂.
- Le second éluât est analysé

Pour Zn (2) et COD

- Lixiviation de 100 grammes de granulats avec de l'eau déminéralisée (un litre)
- Le second éluât est analysé.

FOURNITURES ET POSE DE LA MOQUETTE DU GAZON SYNTHETIQUE

Prescription applicable dans les cas où la conception du revêtement l'exige.

Colle

Ce sera une colle bi composante de la famille des résines de polyuréthane.

La résistance après polymérisation sera à la traction supérieure à la rupture du dossier et à l'arrachement sera conforme aux présentes prescriptions.

L'emploi d'autres colles sera soumis à l'agrément du Maître d'Ouvrage.

La colle utilisée sera compatible avec la qualité de la moquette et ne devra d'aucune manière altérer les qualités de son dossier.

Elle devra avoir été identifiée par un laboratoire spécialisé et accrédité FIFA.

Bandes de pontage

En polyester, elles comprendront une face enduite et une face fibrée pour l'enduction de colle.

Elles auront un poids d'au moins 150 gr/m².

La résistance des joints collés doit être au moins égale à 25 N/100 mm

MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

ETAT DES LIEUX

L'entrepreneur devra se rendre compte de l'état actuel des lieux pour la réalisation de l'opération sous sa seule responsabilité et en respectant les données du projet.

L'entrepreneur ne pourra opposer au Maître d'ouvrage les renseignements indiqués aux documents qui lui seront fournis sur la situation des lieux pour se prévaloir d'une plus-value quelle qu'elle soit en raison des divergences pouvant exister avec la situation rencontrée lors de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur est réputé, par le fait même de sa soumission s'être informé de tous les éléments qui pouvaient être raisonnablement obtenus et influencer en quelque manière que ce soit sur les travaux ou sur leurs prix.

SIGNALISATION

La signalisation des chantiers sera à la charge de l'entreprise.

L'Entrepreneur fera son affaire de la signalisation et de la protection de son chantier. Il prendra contact avec les organismes concernés et autres et fera agréer les moyens qu'il compte mettre en place pour garantir la sécurité de la circulation.

L'entrepreneur restera seul et entièrement responsable de tous les accidents et dommages causés au tiers par l'exécution des travaux.

Si nécessaire il devra mettre en œuvre à ses frais une clôture de chantier permettant de préserver son ouvrage.

Leurs emplacements seront déterminés par les zones de chantier à isoler du public.

Des panneaux de signalisations et des mesures de protections devront être prises pour empêcher l'accès aux ouvrages pendant les travaux, et faciliter la circulation routière.

La maintenance de ces clôtures incombe à l'entrepreneur.

DECLARATIONS PREALABLES

Avant tout commencement d'exécution des travaux, l'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les services responsables des différents réseaux.

Il fera des déclarations d'intention de travaux au moins 15 jours avant le début de tous travaux et fournira copie au Maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur sera responsable de toute dégradation occasionnée aux ouvrages et câbles de toute nature existant dans l'emprise du chantier, sur ou sous les voies publiques.

Les canalisations, câbles et appareillages détériorés pendant les travaux seront remplacés par des éléments neufs, de mêmes caractéristiques aux frais de l'Entrepreneur.

L'entrepreneur devra soigneusement repérer la position de tous ces ouvrages. Il se renseignera pour cela auprès des organismes et des services intéressés.

Si les travaux nécessitent l'interruption de la distribution d'eau, d'électricité, etc. l'Entrepreneur sera tenu d'indiquer aux organismes et aux divers services intéressés, au moins un (1) mois avant la période prévue, la date et la durée des travaux.

DOCUMENTS D'EXECUTION A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur devra fournir, au plus tard dix jours calendaires avant exécution :

- *Un mémoire relatif à la composition des bétons, graves et concassés, sols sportifs. L'origine et la qualité des équipements sportifs, etc....*
- *Les notes de calculs, les documentations et les plans d'exécution des ouvrages.*

PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'Entrepreneur fournira à l'appui de son offre le planning général des travaux (PGT).

L'Entrepreneur finalisera ce planning dans les sept (7) jours suivant la notification du marché dans le cadre de son mémoire technique. Ce planning devra être proposé au maître d'ouvrage, qui, s'il y a lieu, le retournera accompagner de ses observations dans un délai de dix (10) jours ouvrables, à date de réception.

Il sera procédé à l'examen et à la mise au point du planning par séquence de travaux en réunion de chantier.

L'Entrepreneur devra mettre en œuvre les moyens matériels et un personnel suffisant pour assurer un avancement des travaux compatible avec le délai fixé dans le cadre du présent marché.

Si l'Entrepreneur ne respecte pas le programme et sans préjudice des mesures coercitives applicables, le Maître d'ouvrage pourra prescrire à l'Entrepreneur toutes mesures propres à assurer le respect des délais sans que les

dépenses supplémentaires de matériel ou de main d'œuvre n'ouvrent droit pour l'Entrepreneur à aucune indemnité ou prix supplémentaire.

Le Maître d'ouvrage pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci lui paraissent manifestement insuffisantes ou, si, à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction, sans que l'entrepreneur puisse élever aucune réclamation en raison du trouble qui pourrait être apporté à ses prévisions quant à l'organisation de ses chantiers.

IMPLANTATION ET RECEPTION D'OUVRAGES REALISES

Piquetage général

Le piquetage général fait partie de la mission de l'entreprise. Celui-ci sera exécuté par L'Entrepreneur ou un géomètre qu'il aura mandaté.

Il sera procédé contradictoirement à la réception de ce piquetage avant le démarrage du chantier qui donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'implantation.

L'Entrepreneur restera responsable de la bonne conservation des piquets d'implantation.

Piquetage complémentaire

Un piquetage complémentaire incombe à l'Entrepreneur et comportera le nivellement des cotes du projet.

ORGANISATION DU SUIVI DES TRAVAUX

Représentation de l'Entrepreneur

Pendant toute la durée des travaux l'entrepreneur ne peut s'éloigner du lieu des travaux qu'après avoir fait agréer, par le Maître d'Ouvrage, un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

L'Entrepreneur désignera un conducteur de travaux pour toute la durée des travaux qui surveillera personnellement et régulièrement les travaux et devra maintenir en permanence, un Chef de chantier et des ouvriers qualifiés. Le conducteur de travaux sera habilité à recevoir valablement tous les ordres de service ou instructions, accepter les constats et d'une manière générale, assurer les relations avec le Maître d'ouvrage comme s'il s'agissait de l'Entrepreneur lui-même.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de mettre fin à cette délégation et de réfuter, sur-le-champ et sans aucune forme, un conducteur de travaux qui manquerait à ses obligations et ses responsabilités, sans que l'Entrepreneur ne puisse prétendre à aucun préjudice.

Compte-rendu et visite de chantier

Le Maître d'ouvrage établira les comptes-rendus à l'issue des visites de chantier. Ces comptes-rendus, dressés d'une façon contradictoire, seront signés par le Maître d'ouvrage et le représentant de l'entreprise.

Un cahier de chantier restera à demeure dans le bureau de chantier. L'Entrepreneur y notera au fur et à mesure tous les faits, événements et évolutions du chantier (effectif employé sur le site, état d'avancement etc. ainsi que toutes remarques que le représentant de l'entreprise estimerait nécessaire d'évoquer).

Au début des travaux un jour de visite sera déterminé par le Maître d'ouvrage.

Des visites de chantier autres que celles de fréquence hebdomadaire, pourront être décidées à chaque fois qu'il en sera jugé nécessaire.

L'entrepreneur accompagnera le Maître d'ouvrage dans ses visites sur le chantier toutes les fois qu'il en sera requis.

D'autres instructions sur les modalités d'exécution des travaux qui pourraient être données verbalement à l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage seront confirmées sur les comptes-rendus. La date d'effet des instructions ou des constats est celle de la visite de chantier et non celle de la réception des comptes-rendus par l'Entrepreneur.

CONTROLE DES TRAVAUX

L'Entrepreneur sera tenu de laisser, à tout moment, la Maîtrise d'ouvrage prendre toutes dispositions pour lui permettre d'exercer sa mission dans les meilleures conditions.

Les essais concernant les sols sportifs seront effectués, auprès d'un laboratoire spécialisé proposé par le titulaire du marché et accepté par le Maître d'ouvrage.

En cas d'essais défavorables, les fournitures ou les prestations seront refusées.

CONDITIONS D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALE

Emballages et déchets

Autant que possible les matériaux seront livrés en vrac ou en containers réutilisables.

La récupération ou la réutilisation des matériaux d'emballage et des produits usagés est à la charge de l'entreprise, elle devra fournir les bordereaux nécessaires à la traçabilité de cette récupération.

En cas d'impossibilité de réutilisation, la collecte et l'évacuation, en centre agréé des déchets produits pendant ou après l'utilisation d'un produit ou matériau demeure à la charge de l'entreprise, elle devra fournir les bordereaux nécessaires à la traçabilité de ce traitement.

Aucun nettoyage, aucune vidange de réservoir, de cuve, de bidon, ayant contenu des produits chimiques... ne pourra avoir lieu sur le site.

Transports, circulations et stockage

Les circulations d'engins et les transports de matériaux devront respecter les prescriptions du présent cahier concernant la propreté des voies empruntées.

Aucune nuisance sonore aux riverains ne sera tolérée en dehors de celles rendues nécessaires par l'exécution des travaux aux heures de chantier pendant la semaine. Le travail de nuit ou de fin de semaine sera soumis à accord préalable du maître d'ouvrage et des services du Royaume concernés.

L'entrepreneur n'est pas autorisé à laver ses engins et véhicule sur le site des travaux.

Le lieu de stockage éventuel de carburants sera soumis à la validation du Maître d'ouvrage dans le cadre des installations de chantier et respectera les instructions réglementaires en vigueur à l'exécution du chantier.

Toutes les précautions seront prises pour n'apporter aucune pollution au milieu, et notamment à l'eau.

L'Entrepreneur assumera seul toutes les responsabilités qui pourraient découler d'une atteinte à l'environnement.

MATERIEL DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur devra affecter au chantier les matériels de transport, de nivellement, d'arrosage, de cylindrage, de pose de la moquette et les matériels spéciaux requis par le projet en qualité suffisante pour satisfaire aux obligations du présent marché.

L'inventaire du matériel disponible pour la réalisation de la présente opération devra être remis au Maître d'ouvrage.

AVEUGLEMENT

Pour parfaire la planimétrie apportée par la grave, la surface sera "aveuglée" par apport de sable décrit au présent CCTP mis en œuvre soit à la main soit au camion gravillonneur.

MISE EN OEUVRE DE LA MOQUETTE SYNTHETIQUE

Le démarrage des revêtements pour le gazon synthétique doit être précédé d'une réception des "Infrastructures" de terrain objet de l'appel d'offres par un laboratoire spécialisé.

Chaque procédé ayant son processus particulier de mise en œuvre. Celui-ci sera exposé par l'entrepreneur au Maître d'ouvrage au moyen d'une note technique descriptive présentant les moyens humains et matériels nécessaires, le dispositif de liaison des plaques ou des lés entre eux, la nature et le moyen de mise en œuvre des tracés, les tolérances admissibles par le fabricant au processus de mise en œuvre. Cette note technique sera remise au Maître d'ouvrage avant le commencement des travaux.

Une fois le processus validé par le Maître d'ouvrage aucun écart ne sera toléré sans dépôt auprès du Maître d'ouvrage d'une demande écrite de modification exposant le problème rencontré et la solution proposée.

Un plan de calepinage et d'assemblage sera proposé par l'Entrepreneur à l'agrément du Maître d'ouvrage.

La manutention des produits sera effectuée avec le plus grand soin et leurs poses toujours dans le même sens du velours.

Les produits de moquette sont approvisionnés en ligne, le long des bordures béton périphériques, à leur emplacement définitif de pose.

Le sommet des fibres sera celui du niveau haut des bordures.

Toute fourniture supplémentaire qui s'avérerait nécessaire quelle qu'en soit la cause à la pose, sera à la charge de l'Entrepreneur, ainsi que toutes les conséquences dues à des retards éventuels de livraison.

Aucune déformation de surface et aucun chevauchement des éléments préfabriqués ne seront acceptés.

Les lignes de jeux sont peintes sur la moquette ou incrustées si le procédé le permet.

Tous les tracés s'effectueront en couleur blanche (RAL conforme aux exigences de la maîtrise d'ouvrage).

Toute fourniture supplémentaire qui s'avérerait nécessaire quelle qu'en soit la cause à la pose, sera à la charge de l'Entrepreneur, ainsi que toutes les conséquences dues à des retards éventuels de livraison.

Exigences spécifiques au revêtement en gazon synthétique lesté :

Les rouleaux de moquette sont approvisionnés en ligne, le long des bordures béton longitudinales, à leur emplacement définitif de déroulement. Les lés sont déroulés perpendiculairement à la couche de souplesse et se chevauchant de quelques centimètres à l'emplacement du joint.

Ce dernier sera retaillé au cordeau, en double épaisseur de moquette, de manière à réaliser après collage un bord à bord parfait. Ensuite, les lèvres des deux lés seront ouvertes pour permettre la mise en place d'une bande de pontage dont l'axe coïncidera parfaitement avec la future ligne de joint.

La moquette recouvrira à sa mise en œuvre les bordures d'au moins 0,25 m. Les coupes d'ajustement de la moquette le long des bordures s'effectueront en une seule opération continue une fois la moquette lestée de sable.

Les lignes de tuftage ne doivent pas être écartées de plus de 15 mm observé par mètre linéaire.

Il n'y aura aucun joint longitudinal dans les zones dites de "réparation" de la surface de jeu.

Les défauts distants de moins de 0,50 m seront repris d'une seule pièce. Les pièces inférieures à 0,50 m ne seront pas admises.

La bande de pontage sera encollée, les lèvres des deux lés seront rabattues et lestées pendant la durée de prise de la colle. Dans cette opération, la largeur du joint, après collage, ne sera pas supérieure à la jauge de tuftage (largeur entre deux lignes de fils).

Le collage des lés devra suivre le déroulement de la moquette. On lestera ensuite l'ensemble de la surface avec des sacs de sable, particulièrement le long des bordures béton latérales. Ce lestage restera en place jusqu'au sablage de la moquette.

Le transport à pied d'œuvre par engins de chantier ne pourra se faire que par élévateur muni de cylindre adapté au mandrin des rouleaux.

Aucune déformation de surface et aucun chevauchement des éléments préfabriqués ne seront acceptés.

Les lignes de jeux sont incrustées dans toute l'épaisseur de la moquette. Celle-ci est découpée sur une largeur de ligne de jeu, une bande de pontage est ensuite déroulée, encollée, les lèvres de la moquette sont rabattues, la ligne de jeu préfabriquée est à son tour déroulée et collée. Le tout est ensuite lesté, comme pour le joint courant.

Les mêmes exigences de qualités de joint que celle du joint courant devront être obtenues.

Tous les tracés s'effectueront par incrustation de bandes de moquette de couleur blanche (RAL conforme aux exigences de la maîtrise d'ouvrage).

La mise en place du marquage par collage sur le dossier de la moquette après tonte des fils ne sera pas admise.

Avant la mise en charge du revêtement, l'entrepreneur s'assurera de l'enlèvement de tous les déchets de pose et déchets de coupes de fibres, de dossier etc. ...

La mise en charge de la moquette sera faite avec une machine légère type sableuse à épandage droit vertical, équipée de pneus lisses. Le sable sera écoulé de préférence avant le passage des roues de l'appareil sur la moquette. Aucun moyen de mise en œuvre risquant de couler le velours ne sera admis.

On vérifiera tout particulièrement la pénétration de la charge jusqu'au dossier de la moquette. Les quantités seront conformes à la fiche d'identification.

La pénétration du sable sec sera améliorée par un brossage régulier de la surface en cours de sablage. Celui-ci sera exécuté en passes croisées, à vitesse réduite pour tous brossage mécanique.

L'entrepreneur réalisera la mise en charge du revêtement par apport successif des matériaux. Il devra éviter tout apport excessif. Le nombre d'apport suivi de passage répété des engins pour bonne pénétration des matériaux sera au minimum de 6 par élément de charge (6 passes de sable + 6 passes de granulats élastomères).

La mise en charge sera arrêtée lorsque son niveau atteindra le sommet du poil sans jamais le dépasser. La mise en service du revêtement pourra avoir lieu immédiatement après.

La mise en jeu ne pourra intervenir qu'une fois 90 % de la charge incorporée.

Dans un délai de 6 mois maximum, l'Entrepreneur procédera à une mise en charge complémentaire. Celui-ci assurera définitivement la réalisation du revêtement.

L'Entrepreneur interviendra autant de fois que nécessaire pour incorporer la totalité de la charge prévue, calculée à partir de la fiche d'identité de la moquette.

L'entrepreneur décrira précisément pour les faire valider par le Maître d'ouvrage, les conditions, moyens et limites de la mise en œuvre de la moquette et de sa charge avant le commencement des travaux.

Exigences mécaniques et sportives sur l'ensemble du revêtement quel que soit sa nature :

La pose du revêtement devra permettre au moment de la mise en service d'obtenir les valeurs mécaniques et sportives décrites dans le P.V. d'identification et en relation avec les valeurs du produit choisi.

Résistance au piétinement tassement < 20 % en hauteur de velours après 5000 cycles

RENCONTRE DE CANALISATIONS DIVERSES

Dispositions générales

L'entrepreneur prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains de toute nature.

Il est précisé, notamment, qu'il devra éventuellement prendre les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations et conduites.

Il restera entièrement responsable des dommages qui pourraient être causés par lui ou ses agents aux canalisations ou conduites.

Retards causés par des aléas

L'entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité du fait des retards qui auraient pu être occasionnés à son travail par suite d'un quelconque des différents alinéas visés au présent article, ainsi que celui provoqué par la rencontre en fouilles d'objets divers. Ces retards éventuels ne constitueront pas non plus des cas de force majeure prolongeant la durée totale prévue des travaux.

Travaux exécutés sans préavis

Si des canalisations ou ouvrages sont installés à proximité de réseaux existants sans préavis ou avant l'arrivée de l'agent du service concerné pourra exiger la réouverture des fouilles aux endroits jugés litigieux.

Ces travaux de réouverture, la pose des protections supplémentaires ou le déplacement des installations ne répondant pas aux prescriptions réglementaires seront effectués aux frais de l'entrepreneur.

MESURES DE SECURITE

L'entrepreneur est tenu de prendre sous sa responsabilité et à ses frais pendant toute la durée de sa présence sur le chantier dans le cadre des prescriptions des textes réglementaires:

- Toutes les mesures particulières de sécurité qui sont nécessaires eu égard à la nature de ses propres travaux sur le chantier et des matières qu'il emploie et au danger que ceux-ci comportent.*
- Toutes mesures communes de sécurité (concernant l'hygiène, la prévention des accidents, les premiers secours et soins aux accidentés et malades, les dangers d'origine électrique) pouvant être rendues nécessaires par la présence simultanées à proximité de son chantier d'autres entrepreneurs.*

Il appartient notamment à l'entrepreneur:

a) de donner l'instruction nécessaire à son personnel pour la prévention des incendies, des risques d'origine électrique.

b) de prescrire les consignes à observer par son personnel concernant la prévention des accidents qui sont prévues dans les textes réglementaires:

- en cas d'incendie (notamment, l'utilisation des masques contre les fumées s'il y a lieu)*
- en cas de danger d'origine électrique (application des méthodes de réanimation par exemple)*

c) de mettre son personnel à la disposition du service incendie commun à toutes les entreprises du chantier ou d'autres services communs lorsque de tels services sont organisés sur le chantier.

CONSTAT D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

De manière à fixer sans ambiguïté les clauses et conditions d'application des garanties et responsabilités, les documents suivants seront fournis par l'Entrepreneur le jour de la réception des travaux :

- une attestation de conformité délivrée par le laboratoire spécialisé agréé par le maître d'ouvrage.
- une notice d'utilisation, d'entretien et de maintenance de terrain objet du présent marché et dont toutes les dispositions seront à respecter par l'entreprise pendant le délai de garantie de 2 ans.

Ces documents seront fournis par l'Entreprise titulaire du marché qui a en charge la garantie du revêtement. Ils seront annexés au procès verbal de réception et signés des parties intervenantes.

La réalisation d'essais de perméabilité avant mise en jeu, pourra être ordonnée, sur simple présomption d'insuffisance de perméabilité, par le Maître d'ouvrage et restera à la charge de l'entrepreneur si un seul des essais pratiqués confirme cette insuffisance.

ESSAIS ET CONTROLES DES REVETEMENTS SPORTIFS

D'autres contrôles pourront être effectués conformément aux stipulations du présent C.C.T.P.

Le laboratoire chargé de ces essais et contrôles sera spécialisé et agréé par le maître d'ouvrage.

Seuls des matériaux agréés seront retenus et leur échantillon considéré comme référence de la fourniture complète du chantier sans que le fournisseur ou l'entrepreneur en tire réclamation.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder à des prélèvements, aux frais de l'entrepreneur, afin de contrôler la conformité du matériau livré avec l'échantillon de référence et de vérifier si les prescriptions fixées par le Laboratoire ainsi que la mise en œuvre ont bien été réalisées.

REMISE EN ETAT DES ACCES AU CHANTIER ET DES AIRES DE STOCKAGE

Après présentation et acceptation par le Maître d'ouvrage des zones de stockage, l'accès au chantier et aux zones de stockage sera reconnu et matérialisé par l'Entreprise.

Le constat de l'état de l'accès et de l'aire de stockage mise à disposition sera fait contradictoirement avec le Maître d'ouvrage et consigné sur un rapport de chantier.

A la fin du chantier et après le nettoyage et la remise en état des surfaces mises à disposition, un constat identique sera fait.

L'Entrepreneur sera entièrement responsable de toutes dégradations qu'il pourrait commettre. Il devra notamment inclure dans son offre la remise en état des aires à l'identique de l'état actuel; les zones existantes de l'accès à la rue ne seront que reprises ponctuellement aux droits des dégradations causées par les transports.

RECEPTION ET GARANTIE DES TRAVAUX.

Les réceptions auront lieu à la demande de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est tenu de fournir, avant la réception, le plan masse conforme à l'exécution et comportant les implantations et altimétries de l'ensemble des ouvrages exécutés. Ce sera un relevé effectif.

Ce plan sera établi à échelle 1 / 200°, en trois exemplaires, avec contre calque et sur fichier DWG et servira pour la réception. L'entrepreneur disposera le jour de la réception du personnel et du matériel nécessaire à la vérification des ouvrages.

Pour le gazon synthétique, cette garantie portera sur les points suivants :

Pour le revêtement, la garantie contractuelle d'au moins 8 ans accordée par l'entrepreneur sera du fait de son offre selon les documents exigés dans le dossier d'échantillon.

Le maintien des exigences accélérométriques fédérales durant la période de garantie susvisée, les valeurs minimales définies précédemment.

PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS CONFIES A L'ENTREPRISE

Les entreprises candidates en possession d'un Dossier de Consultation s'interdisent de divulguer et/ou de dupliquer tout ou partie des informations et pièces (écrites ou graphiques) du présent marché ou mises à disposition dans le cadre de celui-ci; comme d'en faire un usage autre que celui pour lesquelles elles sont mises à disposition.

Toute infraction au présent article pourra entraîner les poursuites prévues par le législateur, notamment sur la protection de la propriété intellectuelle.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Pour les produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangères le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence.

Les certificats originaux établis éventuellement dans une autre langue que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

DOCUMENTATION PHOTOGRAPHIQUE ET VIDEO SUR LES TRAVAUX

L'entrepreneur sera tenu de constituer à ces frais une documentation photographique et vidéo permettant de suivre la marche des travaux et mettant essentiellement l'accent sur les points forts du chantier. La collection photographique pour chaque chantier ainsi constituée (au minimum de 20 photos nouvelles par mois) sera remise, au fur et à mesure, au Maître d'ouvrage en deux exemplaires positifs et un exemplaire négatif ainsi qu'un reportage vidéo sur CD récapitulant les différentes phases de mise en œuvre des matériaux et de la réalisation des ouvrages.

- CHAPITRE III -DESCRIPTION DES OUVRAGES t TERRAIN EN GAZON SYNTHETIQUE

prix n°1 Terrassement en plein masse dans tout terrain y compris l'évacuation ou apport de terre pour remblai et la réalisation de fond de forme

Ce prix comprend les terrassements en plein masse. Les fouilles en plein masse seront exécutées aux côtes du projet.

Le prix comprendra toutes sujétions telles que le décapage de la terre végétale, couche drainante et terrain de toute nature, la dépose des drains et du système d'arrosage, boisage, blindage des parois, façon de talus, et épuisement et pompage nécessaires des eaux lorsque celles-ci seront accidentelles ou provenant d'une nappe phréatique.

La terre végétale récupérée sera soit mise en dépôt aux endroits indiqués par l'administration, soit évacuée à la décharge publique.

La plate forme devra satisfaire les caractéristiques de planéité et de stabilité. La compacité devra avoir une densité au PROCTOR normale de 95%.

Des essais de portance seront effectués à la charge de l'entrepreneur. Les résultats des essais de portance devront être égaux ou supérieurs à 30 Mpa.

Si les portances ne sont pas atteintes, l'entrepreneur reprendra toutes les zones défectueuses à sa charge afin d'atteindre les portances demandées par la norme.

Payée au mètre cube y compris toutes sujétions

Au prix.....N° 1

prix n°2: Fourniture et pose de tout-venant 0/60.

Ce prix rémunère au mètre cube, la fourniture et mise en place des tout-venants GNF 0/60 pour couche de fondation, dont les caractéristiques seront telles que prévu au C.P.S, conformément aux plans d'exécution.

Y compris dans le prix :

- Le transport, répandage mécanique à la niveleuse, arrosage, cylindrage jusqu'au refus et profilage.
- Le compactage à 95 % de l'O.P.M.
- Les essais de compactage in situ.
- Le surfacage de la couche
- Les essais de contrôle de qualité du Tout Venant –essais de plaques –
- Mise à niveau des regards, chambres IAM et bouches à clé, (de toute dimension).
- La correction granulométrique éventuelle du Tout Venant , étalé ou non, après contrôle du laboratoire.
- Les frais de laboratoire seront à la charge de l'entreprise.
- Et toutes sujétions de mise en oeuvre.

Payée au mètre cube y compris toutes sujétions

Au prix.....N° 2

prix n°3 Drains de diamètre 110 mm :

L'entreprise est tenue de présenter une fiche technique des drains pour approbation par le maître d'ouvrage.

Ce prix comprend :

- L'exécution des fouilles de tranchées des drains à toute profondeur y compris l'évacuation des déblais à la décharge publique ;
- La fourniture des tubes en PVC annelés et perforés de 110 mm de diamètre posé à l'intérieur de la tranchée sur un lit de sable d'au moins 10 cm d'épaisseur.
- Le remblaiement de la tranchée par une couche de gravette 8/15.
- Les drains sont posés sur toute la surface du terrain espacés de 6m.
- Les drains seront occultés en amont et les différents raccords manchonnés puis raccordés aux drains collecteurs de diamètre 160 mm ;

Payé au mètre linéaire, y compris toutes sujétions. Au prix.....N° 3

prix n°4 Drains de diamètre 160 mm :

- La fourniture des drains en PVC annelés et perforés de 160 mm de diamètre posé à l'intérieur de la tranchée sur un lit de sable d'au moins 10 cm d'épaisseur.
- Le remblaiement de la tranchée par une couche de gravette 8/15.
- Les drains seront raccordés manchonnés aux drains collecteurs de 200 mm.

Payé au mètre linéaire, y compris toutes sujétions. Au prix.....N°4

prix n°5 Conduites en PVC diamètre 200 mm

Ce prix rémunère les terrassements en tranchées, l'évacuation des terres excédentaires, le lit de pose en sable de 10 cm d'épaisseur, les remblais primaires et secondaires répondant aux normes et la fourniture et pose de collecteur en PVC de diamètre 200 mm. Les prestations comprennent aussi le raccordement au réseau d'assainissement existant, le passage des murs et la réfection et remise en état des lieux des enduits, chaussées et trottoirs.

Payée au mètre linéaire, y compris toutes sujétions.

Au prix.....N°5

: prix n°6 Le géotextile

L'entreprise est tenue de présenter une fiche technique de géotextile pour approbation par le maître d'ouvrage.

Ce prix comprend :

Fourniture et pose d'une couche de géotextile de 350g/m² de classe V sur la totalité de la plate-forme parfaitement exécutée y/c les recouvrements. Le géotextile ne devra pas recouvrir les tranchées drainantes, pour ne pas empêcher la circulation normale des eaux

Payée au mètre carré y compris toutes sujétions. Au prix.....N° 6

prix n°7 Couche drainante épaisseur 35 cm y/c couche de fermeture

Avant la mise en place de la couche drainante, le fond de forme sera construit en toit dont le sommet sera situé sur l'axe longitudinal du terrain. Les deux pentes latérales seront de 0.8%.

La plate-forme entre les drains sera construite sous forme d'ados avec une pente de 0,8 % vers les drains

Le prix comprend la fourniture et la mise en place d'une couche drainante de 35 cm d'épaisseur composée comme suit :

- Une couche de gravier de 15/25 concassé d'épaisseur 20 cm ;
- Une couche en granulométrie 0/20 avec un pourcentage de fine inférieure à 10% d'épaisseur minimum 15 cm ;

Les matériaux à utiliser pour la reconstruction des massifs drainants doivent être exempts de limons, d'argile ou de fillers et non gélifs, et devra répondre aux impératifs de compactage et de perméabilité nécessaires suivant la norme NF P90-112, perméabilité supérieure à 36cm/h ou 10⁻⁴ m/s.

Si la couche drainante ne satisfait pas aux exigences de perméabilité et de portance de la norme NF P90-112, elle sera reprise entièrement (terrassements, évacuation, fourniture de matériaux, compactage, nivellement,...) par l'entrepreneur à sa charge jusqu'à l'obtention de résultats conformes à la norme NF P90-112.

La prestation comprend la fourniture d'une couche de fermeture en sable de granulométrie 0/5 non filérisé, sur la couche drainante, sur une épaisseur de 20 mm maximum après compactage.

La tolérance altimétrique sera de plus ou moins 1cm selon un carroyage de 10X10m.

La tolérance de nivellement est de 0,01 m sous la règle de 3 m, passée en tous points et en tous sens

Payée au mètre carré y compris toutes sujétions. Au prix..... N°7

prix n°8 Couche de souplesse

Ce prix rémunère :

- La fourniture et la mise en œuvre de matériau conforme au C.P.T en couche de souplesse.
- Les opérations de pose seront exécutées selon les dispositions du C.P.T et selon les indications du maître d'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré dans les limites du gazon synthétique y compris toutes sujétions d'exécution.

Au prix..... N°8

prix n°9 Gazon synthétique

Ce prix rémunère la fourniture et la mise en œuvre d'un revêtement en gazon synthétique. C'est un système constitué d'une couche de souplesse, d'un gazon synthétique mono filament (hauteur des fibres min 40 mm) et d'une charge de remplissage (sable + E.P.D.M, E.P.M, écofil, pure fille ou SBR cryogénique).

Les caractéristiques techniques du produit et ses performances seront conformes aux prescriptions contractuelles et au procès verbal d'identification et de conformité délivré avec l'offre.

Ce prix comprend :

- Le transport, le déchargement et l'approvisionnement à pied d'œuvre,
- les essais d'identification demandés par le Maître d'Ouvrage.
- La fourniture et la mise en œuvre d'un revêtement gazon synthétique conforme au C.P.T
- La présentation du revêtement à l'agrément du Maître d'Ouvrage.
- La pose, l'assemblage, et les coupes nécessaires selon les caractéristiques décrites au C.P.T

Ouvrage payé au mètre carré Au prix..... N°9

prix n°10 Equipements de terrain de sport y/c l'implantation et tracés des lignes de marquage

Ce prix rémunère :

Equipements sportifs :

- 1-Cages à Buts (2 Unités)
- La largeur et l'épaisseur des montants de but et de la barre transversale doivent être identiques de 10 cm, conformément à la norme NF EN 748.
- La cage règlementaire de foot à 11 sera en tubes de section circulaire en acier galvanisé et peint en blanc, de dimensions appropriées avec des armatures arrière.
- La cage sera équipée d'un filet, en fil polyéthylène noir de 4 mm avec des mailles simples de 140 mm. La fixation des buts sera réalisée dans des fourreaux métalliques de 0.50 m de profondeur minimale avec des perforations du fond pour l'évacuation des eaux.
- L'entrepreneur devra fournir au maître d'ouvrage, les couvercles des fourreaux.
- L'entrepreneur devra apporter une attention toute particulière quant à la précision d'implantation des cages.
- Avant la commande du matériel, l'entrepreneur devra soumettre, à l'agrément du maître d'oeuvre, le fournisseur et les caractéristiques.
- Aucun logo ou inscription, publicitaire ou non, ne doivent figurer sur les poteaux de but à l'exception des mentions légales en matière de sécurité.
- 2-POTEAUX DE CORNERS (4 Unités)
- La prestation comprend la signalisation aux quatre coins des terrains, par des poteaux de corners avec fanions de 0,45 x 0,45 m phosphorescent (pour les rencontres nocturnes) dont la
- hauteur hors sol sera au minimum de 1.50m.
- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la précision d'implantation des poteaux de corners.
- Aucun logo ou inscription, publicitaire ou non, ne doivent figurer sur les fanions et les hampes.

Traçages :

- L'implantation sous la responsabilité de l'entreprise des différents tracés par le biais d'un géomètre agréé,
- La mise en œuvre des tracés
- La fourniture et la mise en œuvre des matériaux nécessaires au tracé compatible avec le revêtement,
- Les réservations et socles pour poteaux (buts, drapeaux, ...)

Ouvrage payé à l'ensemble Au prix..... N°10

prix n°11 Fourniture et pose des paires ballons

- L'entreprise est tenue de présenter les fiches techniques des paires ballons pour approbation par le maître d'ouvrage.

Les travaux consisteront en :

- Terrassement en rigoles y/c évacuation.
- Massif en béton.

- Fourniture des poteaux ayant une hauteur de 8,00 m au dessus de la bordure. Les poteaux seront ancrés dans le massif.

- Fourniture et pose des tirants sur toute la hauteur, ainsi que tous les éléments assurant la stabilité.

- Les paires ballons seront positionnés derrière les buts et superposés à la clôture **de 6,00m**.

Toutes sujétions de réalisation,

Ouvrage payé pour l'ensemble des prestations ci-dessus au mètre linéaire de filet posé y

compris toutes sujétions d'exécution. Au prix..... N°11

prix n°12 Regards d'assainissement visitable de 80x80 cm

Les regards seront exécutés en béton armé (béton n°4) de 0,15m d'épaisseur pour les parois et le radier et 0,10 m pour les dalles; les parois intérieures seront enduites au mortier hydrofuge, avec gorges à la bouteille. Les dalles seront escamotables avec anneaux de levage rabattables en fer galvanisé pour les regards visitables. Ces dalles reposeront dans un double cornier mâle et femelle en fer galvanisé, l'étanchéité sera assurée par un joint en matériau comprimé de section appropriée.

Ces regards seront payés à l'unité forfaitaire pour toute profondeur, y compris terrassement en terrain de toute nature, remblais et évacuation, béton de propreté, échelons et toutes sujétions

Ouvrage payé à l'unité, au.....N°12

prix n°13 Système d'arrosage

Ce prix rémunère la fourniture et la pose des conduites en polyéthylène qui alimente la surface d'arrosage, placée dans des tranchées à toute profondeur, y compris coudes, raccords, terrassement en tout terrain et toutes sujétions leur diamètre est comme suit

* Conduite en polyéthylène Ø 40 PN 10

* Conduite en polyéthylène de dimension 13/16 PN01 y compris

- Départ 13/16

- Joint 13/16

- CONSTRUCTION DE REGARDS EN BETON COMME SUIV

* Un(01) regard de commande de dimension 0,50x0,50m y compris

- Tampon en béton armé

- Vanne d'arrêt en PVC Ø 40 et toutes sujétions

* Deux (02) regards d'arrosages de dimension 0,50x0,50m y compris

Tampon en béton armé

- Vanne à clapet 3/4 en PVC

- Collier pec 40-3/4

- Mamelon 3/4 en PVC

-Tuyaux pour arrosage manuelle à la chois de maitre d'ouvrage

Et toutes sujétions ouvrage payé à l'ensemble Au prix..... N°13

prix n°14 Fourniture et pose de bordure de type P1

Ces prix rémunèrent la fourniture, la mise en œuvre et l'exécution complète de bordures préfabriquées de type P1 répondant aux normes en vigueur y compris attestation de l'usine de fabrication.

Ce prix comprend notamment :

- Les terrassements des fouilles nécessaires à l'exécution des fondations des bordures, y compris évacuation des terres excédentaires à la décharge publique.
- La fourniture et la pose d'éléments préfabriqués de bordures y compris sujétions de coupe et de pose;
- La fourniture et la pose du béton de fondation et d'épaulement avec au moins 10cm d'épaisseur pour le béton de fondation (avec dépassement de 5cm de part et d'autre de la bordure);
- Les remblais d'épaulement;
- Les bavettes d'évacuation d'eaux pluviales

Prix payé au mètre linéaire de bordure P1 y compris fourniture, transport, mise en œuvre et toutes sujétions Au prix..... N°14

prix n°15 Fourniture et pose d'une clôture grillagée 2m hors sol

Ce prix rémunère :

- L'implantation en accord avec la maîtrise d'ouvrage,
- L'implantation et la réalisation des trous de scellement dans le sol, l'évacuation des déblais hors chantier,
- La fourniture, la pose et le scellement d'une clôture type panneaux double fils telle que décrite au C.C.T.P **en 2 m hors sol,**
- La présentation d'un plan d'exécution à l'agrément du Maître d'ouvrage,
- Les mesures conservatoires nécessaires pour assurer le maintien de la clôture jusqu'à la réception du marché,

- Il comprend toutes les sujétions d'adaptation à l'altimétrie et à la nature des terrains, les terrassements nécessaires, les relevés et sondages nécessaires.

Ouvrage payé pour mètre linéaire des prestations ci-dessus au mètre linéaire posée y compris toutes sujétions d'exécution.



Au prix..... N°15

prix n°16 Fourniture et pose d'un portail en aluminium à un ventail

Ce prix rémunère la fourniture et la pose d'un portail en aluminium de (1.00x2.00) m avec tous les accessoires. Sa structure en aluminium assure la résistance du produit.

Ouvrage payé à l'unité posée y compris toutes sujétions d'exécution Au prix..... N°16

prix n°17 Fourniture et pose d'un portail en aluminium de deux vantaux.

Ce prix rémunère la fourniture et la pose d'un portail en aluminium de (2.00x2.00) m avec tous les accessoires. Sa structure en aluminium assure la résistance du produit.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution Au prix..... N°17

CHAPITRE IV BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

**ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN COMPLEXE
SOCIO-EDUCATIF AU QUARTIER ARGANA- a ait melloul
LOT 1 :L'AMENAGEMENT ET L'ENGazonnement D'UN TERRAIN DE SPORT**

BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

| N° Prix | Désignation des prestations | Unité | Quantité | prix unitaires hors tva en dirhams | prix total en chiffres |
|---------------------------|---|----------------|----------|--|---------------------------|
| | | | | en chiffres | |
| 1 | Terrassement en plein masse dans tous terrain y/c évacuation ou apport pour remblais et la réalisation de fond de forme | M ³ | 210 | | |
| 2 | Fourniture et pose de tout-venant 0/60 | M ³ | 210 | | |
| 3 | Drains de diamètre 110 mm | ML | 147 | | |
| 4 | Drains de diamètre 160 mm | ML | 33 | | |
| 5 | Conduites en PVC diamètre 200 mm y compris branchement | ML | 38 | | |
| 6 | Le géotextile | M ² | 600 | | |
| 7 | Couche drainante épaisseur 35 cm y/c couche de fermeture | M ² | 600 | | |
| 8 | Couche de souplesse | M ² | 705 | | |
| 9 | Gazon synthétique | M ² | 705 | | |
| 10 | Equipements de terrain de sport y/c l'implantation et tracés des lignes de marquage | Ens | 1 | | |
| 11 | Fourniture et pose des pares ballons | ML | 108 | | |
| 12 | Regard d'assainissement visitable de 80*80 | Unité | 2 | | |
| 13 | Système d'arrosage | Ens | 1 | | |
| 14 | Bordure de type P1 | ML | 108 | | |
| 15 | Fourniture et pose d'une clôture grillagé 2m hors sol | ML | 108 | | |
| 16 | Fourniture et pose d'un portail en aluminium à un ventail | Unité | 1 | | |
| 17 | Fourniture et pose d'un portail en aluminium de deux vantaux | unité | 1 | | |
| TOTAL Hors tva | | | | | |
| taux de T.V.A. 20% | | | | | |
| TOTAL T.TC | | | | | |

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif toutes taxes comprises à la somme de (TTC) _____

fait a.....le.....cachet signature du concurrent

**Achèvement Des Travaux D'aménagement D'un Complexe Socio-éducatif Au Quartier Argana Lot 1
:L'aménagement Et L'engazonnement D'un Terrain DE SPORT à Ait Melloul ;
(projet financé dans le cadre INDH)CONVENTION DE PARTENARIAT N°85/U/2014.**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et paragraphe-1 de l'article 17 de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Arrêté le présent marché à la somme de en chiffres:.....Dhs.
en toutes lettres

| | |
|---|---|
| <p align="center">Dressé par le maitre d'œuvre</p> <p align="center">a.....le.....</p> | <p align="center">Vu par service travaux :</p> <p align="center">A AIT MELLOUL LE</p> |
| <p align="center">Vu par chef division technique :</p> <p align="center">AIT MELLOUL LE</p> | <p align="center">Présenté par le maitre d'ouvrage :</p> <div style="text-align: center;">  <p>الحسين الحسني Aboune EL ASSRI الرئيس Président</p> </div> <p align="center">AIT MELLOUL LE</p> |

| |
|--|
| <p>Lu et accepté par l'Entreprise sans réserves ni restriction :</p> <p align="center">fait a..... le.....</p> |
|--|

| |
|--|
| <p>Approuvé par l'autorité compétente :</p> <p align="center">AIT MELLOUL LE</p> |
|--|